

DÉFENSE

La mise en place de Chorus, le nouveau logiciel financier de l'Etat, a occasionné plusieurs centaines de millions d'euros d'impayés. Un numéro vert a été mis en place pour les PME les plus fragiles. Retour à la normale espéré fin 2010.

L'armée accumule les factures impayées auprès des industriels

Reprise des fichiers de données complètement ratée, paramétrage du progiciel trop rigide, formation des agents insuffisante, le tout en pleine réforme des armées... Pour les industriels de l'armement, la mise en service depuis le 1^{er} janvier de Chorus, le nouveau système d'informations comptable et financière de l'Etat, vire au cauchemar. Elle a en effet provoqué un énorme bouchon dans les circuits de paiement de l'administration auprès de ses fournisseurs.

Résultat : le montant des factures acquittées par la Direction générale de l'armement est inférieur aujourd'hui de 60 % à ce qu'il était l'année dernière à pareille époque, selon une source proche du dossier. Soit, en volume, plusieurs centaines de millions d'euros impayés ! Certains estiment même que le milliard a été enfoncé, car la défense est - de loin - le premier investisseur de l'Etat, avec chaque année entre 10 et 15 milliards investis.

La bascule entre l'ancien et le nouveau logiciel est si douloureuse

qu'à l'initiative du Groupement des industries françaises de défense terrestre (le Gicat) une délégation associant les deux autres fédérations du secteur - Gifas pour l'aéronautique et Gican pour le naval - a rencontré le responsable des achats de la DGA, comme l'indiquait récemment le blog « Secret Défense ». « Ces retards [de paiement, NDLR] représentent une menace grave pour les sociétés, surtout certaines PME, dont les réserves de trésorerie ou les capacités d'emprunt sont insuffisantes », a averti son président, Christian Mons, dans un courrier à ses membres.

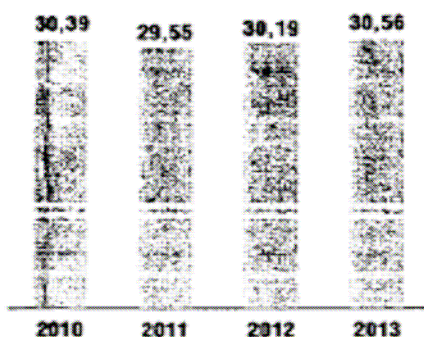
Le pire est passé

Consciente de la gravité de la situation, la DGA a indiqué avoir informé Bercy il y a longtemps déjà. Mais elle n'a pas réussi à rassurer ses interlocuteurs. Et pour cause : le retour complet à la normale n'est pas prévu avant la fin de l'année ! Le problème concerne également des professionnels du bâtiment.

Lancé à la fin des années 1990, Chorus est à l'informatique ce que

Les crédits de paiement du ministère de la Défense

En milliards d'euros 2008 constants



« Les Echos » / Source : ministère de la Défense

l'A400M est à l'aéronautique. Les plannings et les budgets du projet ont explosé, car, pour ses promoteurs, il s'agissait de réformer les procédures comptables de l'Etat, conformément à la loi organique relative aux lois de Finances, votée en 2001. Vaste défi !

La guerre commerciale terrible que se sont livrée les deux grands éditeurs de logiciels du marché -

l'américain Oracle et l'allemand SAP, qui l'a finalement emporté - n'a rien arrangé.

Au sein du ministère de la Défense, on suit l'évolution de la situation de très près. Mais on estime que le pire est passé, car, depuis mi-avril, le rythme des règlements est reparti à la hausse. Par leur importance, les stocks d'impayés demanderont toutefois encore plusieurs mois pour se résorber. Un circuit de paiement dérogatoire a d'ailleurs été mis en place pour les fournisseurs les plus fragiles, quitte à faire une régularisation par la suite dans le nouveau logiciel. Un contrôleur général de l'armement a été spécialement désigné pour cela.

Mais les PME ne sont pas les seules touchées. Chez Safran par exemple, l'ardoise atteint déjà 100 millions ! Et pour ne rien arranger, les armées en seront pour plusieurs dizaines de millions d'intérêts moratoires de leur poche, conformément aux clauses contractuelles.

ALAIN RUELLO,
 AVEC CLAUDE BARJONET